

Introduction du directeur général de l'Insee

Il y a tout juste un an, alors que la France s'apprêtait à basculer dans un premier confinement, l'Insee entrait dans une période inédite ; du point de vue de l'analyse conjoncturelle, il ne s'agissait plus de disséquer chaque enquête de conjoncture pour apprécier si la croissance du trimestre à venir était plutôt à 0,2 ou 0,4 %, mais de mobiliser toute l'information possible pour donner un ordre de grandeur quant à l'effondrement de la consommation et de l'activité économique.

Un an après, au moment où nous publions la *Note de conjoncture* la plus étoffée depuis le début de la crise sanitaire, il me semble utile de tirer quelques enseignements de tous les efforts réalisés au cours de ces douze derniers mois par les conjoncturistes de l'Insee, et beaucoup de leurs collègues, à la Banque de France, au Conseil d'analyse économique, dans les instituts de conjoncture, dans les organisations internationales.

1) Force est de constater que, dans l'immense majorité des pays dont la France, la conjoncture économique reste encore tributaire de l'évolution de la pandémie et des mesures sanitaires qu'elle impose. Par exemple, si l'on s'intéresse à l'évolution de la consommation dans les semaines et les mois à venir, ce qui compte avant tout, c'est le scénario de lutte contre la contagion des coronavirus, c'est l'horizon de levée des restrictions qui empêchent ou entravent l'activité de certains secteurs ; il n'y a à cette aune que peu d'intérêt à se référer aux déterminants usuels de la consommation comme l'épargne de précaution.

2) Dans ces conditions, quels sont les enjeux essentiels ? Prendre la mesure, le plus vite possible, des évolutions de l'activité économique, de la consommation et de l'emploi. Beaucoup se sont essayés à l'épidémiologie pour construire des scénarios de sortie de crise, mais le virus et ses variants déjouent pour l'instant ces pronostics. Beaucoup continuent de publier des prévisions pour les années à venir, en essayant notamment de dater le retour au niveau de PIB de la fin 2019, mais si ces exercices continuent de retenir l'attention médiatique, ils me semblent encore bien fragiles, aussi longtemps qu'on ne peut tabler sur un calendrier de retour à la normale. L'Insee s'est du reste réessayé, en décembre dernier, à un exercice de prévision pour les deux trimestres suivants, en misant sur un scénario favorable de levée des mesures de restrictions sanitaires... que l'apparition du « variant anglais » est venue immédiatement contrarier.

3) Pour l'Insee, la priorité reste donc de rendre compte, le plus vite possible, de l'évolution instantanée des principaux agrégats économiques. Pour ce faire, nous avons transformé nos outils, en nous engageant dans l'exploitation de beaucoup de données à haute fréquence. Cette note en est l'illustration, avec des éclairages fondés sur des données de transactions par carte bancaire CB, l'exploitation de moteurs de recherche, l'analyse textuelle de la presse, ou encore les consommations d'électricité par les grosses entreprises industrielles. Il me semble qu'il faut aussi porter l'accent sur l'effet économique propre à chaque mesure sanitaire, quand bien même cet exercice est difficile. Il nous faut enfin recourir à la mobilisation de sources originales pour observer l'apparition de nouvelles précarités, car l'appareil statistique établi permet de bien mesurer les inégalités de revenus des ménages, de comptes d'entreprises, mais avec un délai trop long, lié à l'exploitation des données administratives, fiscales en premier lieu. Cette *Note* présente, après le CAE, une analyse de l'évolution des comptes courants des clients d'un grand établissement bancaire.

J'en profite pour remercier tous les partenaires qui nous ont déjà permis, ou qui nous permettront à l'avenir d'innover. Au paroxysme de la première vague, toutes ces coopérations ont été très volontaires et gratuites. Dans l'attente d'une éventuelle évolution du cadre juridique, l'Insee n'est pas fermé à contribuer financièrement à l'exploitation statistique réalisée en partenariat, sauf lorsqu'il s'agit de mettre à notre disposition des données déjà existantes au bon format ; la plupart de nos partenaires ont compris cette position.

4) D'un point de vue méthodologique, nous sommes aujourd'hui dans un entre-deux qui rend le métier de conjoncturiste particulièrement ardu. D'une part, compte tenu de l'ampleur des effets des mesures de fermeture ou restriction, nous ne sommes pas encore revenus dans une situation où les enquêtes de conjoncture traditionnelles recouvrent toute leur pertinence. D'autre part, les données à haute fréquence se sont avérées très utiles pour estimer les grands chocs à la baisse et la hausse de l'année 2020, mais elles sont plus difficilement exploitables lorsqu'on entre dans des zones où l'activité fluctue encore, mais de quelques % au plus par trimestre ; on prend alors conscience que ces données sont perturbées par beaucoup de phénomènes – le bruit du statisticien. On le voit, cette période est la plus délicate pour le conjoncturiste.

5) Depuis un an, lorsqu'on s'intéresse aux autres pays, c'est davantage pour comparer les évolutions des données à haute fréquence que pour raisonner sur les enchaînements économiques d'un pays à l'autre. On en comprend la raison : c'est surtout dans l'industrie, et dans une moindre mesure certains services marchands, que les échanges extérieurs influent sur l'équilibre ressources-emplois propre à chaque pays ; or, ces secteurs sont aujourd'hui proches de la normale à l'exception notable de la construction aéronautique (qui fait d'ailleurs l'objet d'un éclairage de cette *Note*). Les écarts à l'activité normale proviennent surtout du secteur abrité, notamment des services à la personne et du commerce, qui réagissent de façon idiosyncratique aux restrictions décidées au niveau national ou infra-national.

Il me semble néanmoins qu'avec la résilience de l'économie dans une grande partie de l'Asie, et l'ampleur des plans successifs de soutien au revenu aux États-Unis, le moment se rapproche où reviendra l'intérêt d'analyses moins nationales, par exemple sur le phénomène de la remontée de l'inflation.

Merci aux équipes de l'Insee, celles du département de la conjoncture mais aussi toutes celles qui lui ont prêté leur concours pour répondre depuis douze mois, avec régularité, aux enjeux inédits liés à cette crise sanitaire. ●

Jean-Luc Tavernier